

Interpreting Marx's Theory of the State and Opposition to Anarchism

Subtitle: Marxism, Anarchism, and the State

Date: 20 avril 2020

Interprétation de la théorie de l'État et de l'opposition de Marx à l'anarchisme

Marxisme, anarchisme et État

Matthew Crossin

I. Marx et socialisme d'État : Se servir de l'appareil gouvernemental, avant de l'abolir

II. Marx et la Commune : Réévaluations et contradictions libertaires

III. Le marxisme et le défi anarchiste : Définitions et obscurcissement

Conclusions

Bibliographie

Bien que Marx ait eu l'intention de consacrer un volume du *Capital* à la question de « l'État », il est mort avant même d'avoir pu commencer ce travail. Il nous reste donc à reconstruire la « théorie marxiste de l'État » à partir de références éparses éparpillées dans les ouvrages de Marx et Engels. Mon analyse porte sur les changements et les contradictions de leur pensée, ainsi que sur l'utilité de ces contradictions pour déformer l'alternative anarchiste.

« ... aucun État, quelle que soit sa forme démocratique, pas même la plus rouge des républiques politiques... n'est capable de donner au peuple ce dont il a besoin : la libre organisation de ses propres intérêts d'en bas vers le haut... » (Mikhaïl Bakounine, *Etatisme et l'anarchie*, p. 24)

« [Avec l'abolition des classes], le pouvoir de l'État, qui sert à maintenir la grande majorité des producteurs sous le joug de la minorité d'exploitants numériquement faibles, disparaît, et les fonctions de l'État sont transformées en simples fonctions administratives. [Les anarchistes] ont inversé la tendance... » (Karl Marx & Friedrich Engels, *Fictitious Splits in the International*, p. 74 [« Les prétendues scissions dans l'Internationale »] [1])

Marxisme, anarchisme et État

L'objectif de cet essai est de réévaluer les points de vue de Karl Marx, de son proche partenaire Friedrich Engels et de leurs contemporains anarchistes sur la question cruciale de « l'État »[2]. Plus précisément, je soutiens que les interprétations dominantes de Marx n'ont pas abordé de manière satisfaisante son analyse variée et contradictoire de l'État, de son rôle (s'il existe) dans la construction d'une société socialiste et de la manière dont celui-ci a en même temps chevauché et est entré en conflit avec la vision anarchiste. Mon analyse est divisée en trois parties : Dans la première partie, j'examine le Marx du *Manifeste communiste* et d'autres travaux antérieurs, en faisant valoir que c'est dans ce matériel[3] que nous trouvons l'indication la plus claire d'une praxis centralisée et étatiste[4]. La deuxième partie concerne le Marx de l'Association internationale des travailleurs[5], responsable de La guerre civile en France et de divers écrits moins connus. Je soutiens que ce travail ultérieur démontre des changements contradictoires dans sa pensée et documente des divergences avec les lectures « orthodoxes » et

« libertaires »[6] de cette période[7]. Enfin, dans la section III, la nature incohérente de l'analyse finale de Marx est comparée à la position anarchiste. Je soutiens que Marx et Engels ont développé une conception toujours changeante de l'État, que ce soit avec cynisme ou par simple ignorance – qu'eux-mêmes et leurs partisans ont longtemps utilisée pour déformer et discréditer la principale alternative à leur cadre théorique et à leur mouvement.

I. Marx et le socialisme d'État : Se servir de l'appareil gouvernemental, avant de l'abolir

Bien qu'elle soit restée inédite jusqu'en 1932, Engels a décrit *l'Idéologie allemande* (1845) comme le point de départ pour comprendre la théorie de l'État de Marx[8].

Dans ce texte, comme pour beaucoup de radicaux avant eux, Marx et Engels situent les origines de l'État dans « l'émancipation de la propriété privée de la communauté », c'est-à-dire la séparation de la société en classes[9], ce qui établit l'État comme un appareil concret de gouvernement ; une « entité séparée, à côté et en dehors de la société civile », ne servant « rien d'autre que la forme d'organisation que les bourgeois sont obligés d'adopter, tant à des fins internes qu'externes, pour la garantie mutuelle de leurs biens et intérêts ». *L'idéologie allemande* fait référence à plusieurs reprises à « l'État » comme étant un modèle gouvernemental d'organisation sociale, dans lequel « toutes les institutions communes... reçoivent une forme politique » afin de maintenir les relations de propriété existantes[10],

[Alors que] les révolutions précédentes dans le cadre de la [société de classes] devaient conduire à de nouvelles institutions politiques[11], il s'ensuit que la révolution communiste, qui [abolit la société de classes], abolit finalement les institutions politiques[12][13].

Cette formule, pour laquelle le mot « finalement » est crucial, a jeté les bases de la vision marxiste du rôle de l'État dans la révolution sociale et continue à inspirer la plupart des interprétations contemporaines. Cette approche a été clairement

résumée par Engels dans un article paru dans *Der Sozialdemokrat* (1883) après la mort de Marx (qui a lancé la tradition d'un « marxisme orthodoxe »)[14]. Citant à la fois *l'Idéologie allemande* et le *Manifeste communiste* (1848), il a identifié leur position commune comme étant celle selon laquelle l'abolition de l'État ne peut être réalisée au cours du processus de révolution sociale lui-même. Au contraire, la classe prolétarienne devra d'abord se doter de la force politique organisée de l'État et, avec cette aide, éradiquer la résistance de la classe capitaliste et réorganiser la société... sans quoi toute la victoire doit se terminer par une défaite et un massacre de la classe ouvrière comme celui de la Commune de Paris[15].

Cela est dû au fait que,

... après la victoire du prolétariat, la seule organisation que la classe ouvrière victorieuse trouve prête à l'emploi est celle de l'État. Elle peut nécessiter une adaptation aux nouvelles fonctions. Mais détruire cela à un tel moment, ce serait détruire le seul organisme par lequel la classe ouvrière victorieuse peut exercer sa puissance nouvellement conquise...[16]

Cette analyse claire et étatiste semble être cohérente avec le programme proposé dans le *Manifeste*, en particulier la section II et sa plate-forme politique de taxation progressive, de services sociaux universels, d'abolition de l'héritage, de formation d'« armées industrielles » , de développement « nécessaire » des forces productives et de centralisation progressive de tous les moyens de production « entre les mains de l'État » . Il ne s'agit là, selon les auteurs, que du « premier pas de la révolution » , dans lequel « la classe ouvrière doit élever le prolétariat au rang de classe dominante pour gagner la bataille de la démocratie » [17].

Cependant, avec cet appel du *Manifeste* à « gagner la bataille de la démocratie » , une contradiction majeure commence à apparaître plus clairement.

Ayant également fait référence à « l'État » dans *l'Idéologie allemande*, comme « la forme sous laquelle les individus d'une classe dirigeante font valoir leurs intérêts communs » , Marx et

Engels définissent maintenant leur « état révolutionnaire » comme une *condition* (c'est-à-dire comme « état de fait »)[18] par laquelle le prolétariat a réussi à se reconstituer en tant que « nouvelle classe dirigeante »[19]. Cela semble entrer en contradiction avec la nature des réformes proposées dans la section II, ainsi qu'avec d'autres tentatives assez vagues et confuses de décrire la « forme transitoire » prise par la classe ouvrière dans le cadre de ce processus[20].

Par exemple, on nous dit que le prolétariat « élevé à la position de la classe dominante » est à la fois « une vaste association de toute la nation » et une « puissance publique » qui – jusqu'à l'abolition définitive des distinctions de classe – conserve son « caractère politique »[21].

On retrouve des contradictions similaires dans la description que fait Marx de la « machine étatique » dans *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* (1852).

L'État y est un appareil aliéné et centralisateur du « pouvoir gouvernemental », défini par le développement des infrastructures et des institutions publiques, ainsi que par l'expropriation et la gestion des relations de propriété. Marx déplore toutefois que toutes les révolutions précédentes aient « perfectionné cette machine au lieu de la briser », les partis respectifs ayant « lutté à tour de rôle pour la domination en considérant la possession de cet immense édifice étatique comme le principal butin du vainqueur »[22].

Pour compliquer davantage ce tableau déjà complexe il y a le fait que, suite à l'expérience de la Commune de Paris, Marx et Engels aient essentiellement désavoué les prescriptions énoncées dans la section II du *Manifeste*. Dans une préface à l'édition allemande de 1872, ils affirment que ces passages « seraient, à bien des égards, formulés de manière très différente aujourd'hui », compte tenu des leçons tirées des expériences révolutionnaires successives et du développement ultérieur des forces productives[23]. Bien que cette déclaration commune soulève la question de savoir pourquoi Engels continuerait à citer l'analyse de l'État de la Section II[24], elle semble néanmoins constituer une rupture importante de Marx avec ceux qui continuent à s'inspirer du programme du *Manifeste* et de la logique théorique sous-jacente.

II. Marx et la Commune : Réévaluations et contradictions libertaires

Quelles ont donc été les leçons de la Commune de Paris – et comment ont-elles influencé le développement du marxisme ? Dans les réflexions contenues dans la Préface de 1872 du *Manifeste*, Marx reprend l'une de ses phrases les plus célèbres de *La guerre civile en France* (1871), déclarant que « la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine étatique toute faite et l'utiliser à ses propres fins »[25]. Non seulement cela se distingue des appels précédents à la conquête du pouvoir politique (que ce soit par des moyens électoraux ou insurrectionnels)[26], mais cela contredit explicitement l'affirmation d'Engels, après la guerre, concernant la nécessité de manier l'État comme une machine « toute faite », étant donné qu'il est « le seul instrument dont disposent les travailleurs »[27].

L'analyse de l'insurrection parisienne par Marx exalte la substitution de l'armée permanente et de la police par « le peuple armé », ainsi que le remplacement du gouvernement constitutionnel traditionnel (législature, exécutif, judiciaire, etc.) par une assemblée démocratique unique, composée de représentants de la classe ouvrière et sujette à une révocation immédiate. Il salue également la mise en place d'un « salaire ouvrier » pour tous les élus (y compris ceux qui exercent des fonctions judiciaires), l'élimination de l'autorité de l'Église, la création d'un système éducatif autonome, la saisie des moyens de production par diverses associations de travailleurs[29] et une proposition de vision du développement futur des révolutions, dans laquelle

Les affaires communes [seraient administrées] par une assemblée de délégués dans la ville centrale, et ces assemblées d'arrondissement devaient à nouveau envoyer des députés à la Délégation nationale à Paris, chaque délégué étant à tout moment révocable et lié par le mandat impératif de ses électeurs[30].

Étant donné que Marx n'avait pas remis en cause son appel à s'emparer du pouvoir d'État, son admiration pour la Commune de Paris[31] et son apparente condamnation des caractéristiques typiques qui définissent l'État, relèvent d'un simple problème de sémantique.

« L'État » se réfère désormais exclusivement, semble-t-il, au « prolétariat qui s'élève à la position de la classe dominante », c'est-à-dire à l'acte de révolution lui-même. Ceux qui plaident en faveur des références libertaires de Marx citent de tels passages comme indiquant un changement théorique général qui définirait les dernières années du philosophe, en particulier dans les documents qui sont restés cachés dans les carnets de notes, sinon activement supprimés par les figures de proue du mouvement marxiste[32].

Cependant, comme pour le *Manifeste*, d'autres commentaires semblent contredire cette lecture. En fait, des lettres privées de l'époque précisent que Marx et Engels n'avaient pas abandonné leur préférence pour le centralisme ni leur vision de sa nécessité dans la révolution sociale[33]. Comme le note Robert Graham dans son histoire de la Première Internationale, si le langage de Marx dans *La Guerre civile* indique à plusieurs reprises une croyance dans la nécessité de briser la « machine étatique toute faite », il suggère également que les travailleurs la remplacent par un nouvel État (bien que démocratique) – au sens d'un appareil gouvernemental existant au-dessus de la société. Pour Marx, c'est l'administration communale (qui, décentralisée dans un premier temps, reste un appareil gouvernemental)[34] qui « servira de levier » dans l'abolition de la société de classes[35].

Une telle responsabilité n'est pas confiée aux travailleurs eux-mêmes[36] qui, à Paris, commencent à s'engager dans l'action directe sur le lieu de production et à se regrouper en associations libres. De plus, Marx déclare directement que « les quelques fonctions importantes qui resteraient encore pour un gouvernement central ne devraient pas être supprimées... mais devraient être remplies par des agents communaux, et donc strictement responsables »[38].

Il semble donc que nous ayons une image contradictoire du point de vue de Marx sur l'État, à la fois dans le temps et dans le cadre d'œuvres spécifiques. En effet, un an plus tard, Marx et Engels feront circuler une attaque cinglante contre Bakounine et les anarchistes, les accusant de se livrer soit à des fantasmes ridicules, soit à une sémantique malhonnête. Marx et Engels affirmaient qu'ils n'étaient pas plus « étatistes » que les anarchistes et que, dans la mesure où les anarchistes croyaient au renversement forcé du capitalisme, ils étaient également « autoritaires » (ce qui en fait une insulte dénuée de sens lorsqu'elle est utilisée dans un sens péjoratif) [39]. Il est intéressant de comparer l'ode à la Commune de Paris de Marx, largement lue, avec leur résumé dérisoire de la vision anarchiste :

[La commune anarchiste] invite [les autres] à se réorganiser de façon révolutionnaire et à envoyer ensuite leurs députés responsables et révocables, investis de leurs mandats impératifs, dans un lieu convenu où ils créeront une fédération d'associations d'insurgés... une force révolutionnaire capable de triompher de la réaction... Ainsi dans cette organisation anarchiste... nous avons d'abord le Conseil de la commune, puis les comités exécutifs qui, pour pouvoir faire quoi que ce soit, doivent être investis d'un certain pouvoir et soutenus par une force de police ; Il s'ensuivra rien de moins qu'un parlement fédéral... Comme le Conseil communal, ce parlement devra attribuer le pouvoir exécutif à une ou plusieurs commissions qui, par cette seule loi, se verront conférer un caractère autoritaire que les exigences de la lutte accentueront de plus en plus.[40]

En conséquence, ils affirment que l'alternative anarchiste au socialisme d'État constitue,

une reconstruction parfaite de tous les éléments de l'« État autoritaire » ; et le fait que nous appelions cette

machine une « Commune révolutionnaire organisée de bas en haut », ne fait guère de différence[41].

Ainsi, l'appréciation de *La Guerre Civile en France* sur la Commune comme alternative à l'« État politique » semble presque entièrement niée. En même temps, Marx et Engels suggèrent que l'« étatisme » de l'anarchiste était évident dans le fait que toute proposition de fédération d'associations libres nécessiterait la force pour atteindre ses objectifs et que leur combinaison conduirait inévitablement à l'exercice du pouvoir par une « autorité » centrale.

III. Le marxisme et le défi anarchiste : Définitions et obscurcissement

Une lecture attentive des documents examinés jusqu'à présent démontre une triple utilisation fluide du mot « état » :

- a. Comme simple synonyme de « société » ; un « état » de choses. (par exemple, un état ou une société capitaliste par opposition à un état ou une société communiste).
- b. Se référant à l'organisation de la domination de classe. Dans un contexte socialiste, cela équivaut à l'acte de révolution lui-même ; une population armée qui mène activement une transformation des relations sociales en expropriant les moyens de production, censée établir le prolétariat comme « la nouvelle classe dirigeante » .
- c. Indiquer l'appareil gouvernemental spécifique situé au-dessus de la société qui entretient des relations de classe par le biais de ses divers instruments de coercition : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire, l'armée, la police, les prisons, les canaux d'information, les écoles, etc.

L'application du même terme à trois concepts très différents est devenu extrêmement utile, voire central, pour combattre les accusations d'«autoritarisme » (c'est-à-dire l'utilisation de méthodes étatistes « du haut vers le bas »), tout en discréditant, aux yeux du mouvement ouvrier, l'anarchisme comme étant soit malhonnête soit contre-révolutionnaire[42].

L'une des articulations les plus concises de cette analyse incohérente se trouve dans les *Commentaires sur « Etatismes et Anarchie »* (1874) de Marx, une série de notes privées rédigées en réponse au livre de Bakounine (1873). Dans cet ouvrage, Bakounine examine l'argument de Marx et Engels selon lequel l'État révolutionnaire « ne serait rien d'autre que le prolétariat élevé au niveau d'une classe dirigeante » . En réponse, il demande : « Si le prolétariat doit être la classe dirigeante... alors qui gouvernera-t-il ? » :

Il doit encore y avoir un nouveau prolétariat qui sera soumis à cette nouvelle règle, ce nouvel État... Que signifie « le prolétariat élevé au rang de classe dirigeante ? » Le prolétariat tout entier sera-t-il à la tête du gouvernement ? Les Allemands sont environ 40 millions. Les 40 millions seront-ils tous membres du gouvernement ? La nation entière gouvernera, mais personne ne sera gouverné. Alors il n'y aura pas de gouvernement, il n'y aura pas d'État...[43]

Marx a rejeté la critique anarchiste de Bakounine avec un mépris considérable, déclarant qu'elle était remplie d'«absurdités d'écolier»[44]. En développant sa conception du « prolétariat comme classe dominante » , il affirme d'abord qu'il s'agit uniquement de l'«usage collectif de la force » (l'« emploi de mesures coercitives, c'est-à-dire gouvernementales ») contre « les ennemis et l'ancienne organisation de la société » , qui « ne disparaîtrait pas avec l'arrivée au pouvoir [du prolétariat] »[45]. En d'autres termes l'« État prolétarien » se manifeste dans tous les cas où le prolétariat « a acquis suffisamment de force et est suffisamment bien organisé pour employer des moyens généraux de

contrainte » pour réprimer ses anciens maîtres [46]. C'est cela, plutôt qu'une forme spécifique d'organisation sociale, qui « dépérit » naturellement après la disparition de la lutte des classes (c'est-à-dire la victoire de cette révolution)[47]

En outre, à la question de Bakounine sur « les 40 millions d'Allemands membres du gouvernement » , Marx répond que c'est « certainement » le cas, « car la chose commence par l'auto-gouvernement de la commune »[48]. Quant à « la tête du gouvernement », Marx réplique :

« Et tout le monde sera-t-il au sommet de la construction de Bakounine construite de bas en haut ? En fait il n'y aura pas de bas à ce moment-là. »[49]

Cette notion d'État – bien qu'on s'y réfère en tant que telle sans succès – semble tout à fait conforme à la conception anarchiste de la révolution, bien que nous soyons une fois de plus confrontés à des complications lorsque Marx introduit des références aux cadres élus et aux comités exécutifs syndicaux[50]. Néanmoins, si nous devons prendre Marx au mot, cela soulève la question de savoir ce qu'est *réellement* la critique marxiste de l'anarchisme. Si la commune est une assemblée autogérée, dans laquelle personne n'est gouverné par personne d'autre et où le terme « État » désigne simplement les efforts coordonnés (ou « centralisés ») des communes pour exproprier les moyens de production et défendre cette transformation des relations sociales, nous sommes contraints de conclure que Marx et Bakounine étaient *à la fois anarchistes et étatistes*. La pertinence de l'une ou l'autre description dépend simplement de la définition de « l'État » qui est appliquée. sur la théorie anarchiste que Marx est capable d'affirmer que

[En refusant] d'employer des moyens qui seront abandonnés après la libération, [M. Bakounine] conclut que le prolétariat devrait plutôt ne rien faire du tout et attendre le jour de la liquidation universelle[51].

Il appartient au lecteur de déterminer si des intellectuels aussi sérieux que Marx et Engels ont pu véritablement mal interpréter la littérature anarchiste aussi gravement. Il convient de noter qu'un commentaire clé dans les « Notes sur *Etatisme et anarchie* » n'indique aucun malentendu, suggérant d'autres motifs[52]. Depuis Proudhon, le premier à se dire anarchiste, les principaux théoriciens et organisations politiques du mouvement ont clairement accepté seulement le tiers des définitions de Marx et Engels. En l'absence d'une analyse suffisamment matérialiste de la forme étatique, Marx interprète le rejet de Bakounine de tous les États comme le rejet d'une « abstraction »[54], mais pour les anarchistes, l'État n'a jamais été compris en ces termes. Au lieu de cela, le mouvement a simplement pris au sérieux la compréhension socialiste commune de l'origine et de la fonction historique de l'État et, par conséquent, a conclu qu'il ne peut pas être le moyen par lequel les relations sociales capitalistes sont renversées.

Pour Marx et Engels, les distinctions de classe devraient être abolies avant que l'on puisse se débarrasser de leur État dont la définition reste vague. Cependant, en même temps, ils semblent également convenir que l'État existe pour réguler les relations sociales et le processus d'accumulation produit par la société de classe, et que son existence continue présuppose la perpétuation des distinctions de classe au sein du mode de production. Cette analyse a conduit Bakounine à noter que tout État révolutionnaire prétendant être constitué d'« ouvriers » sera plutôt constitué d'« anciens ouvriers ». Cela a incité Marx à répondre qu'un ouvrier devenu représentant ne cesse pas plus d'être un ouvrier qu'« un fabricant cesse d'être un capitaliste en devenant un conseiller municipal »[55].

Ici, et dans l'ensemble de leurs œuvres, Marx et Engels semblent oublier que le prolétariat est défini par sa position de classe dans le mode de production existant et que l'État n'est pas un instrument neutre dans ce cadre. En s'emparant de n'importe quelle partie de l'appareil d'État, le fabricant, en effet, continue d'occuper une position structurelle dans la gestion du capital. C'est toutefois une position qui fait défaut au prolétariat, par définition. Il est donc clair que l'observation de Bakounine suit logiquement : qu'un travailleur

est chargé de la gestion et de la perpétuation de la société de classe lorsqu'il entre dans un appareil conçu à cette fin. Ainsi, Proudhon a conclu dans *Système des Contradictions économiques* (1846) que l'État moderne, « [créé] pour servir de médiateur entre le travail et les privilèges, se trouve inévitablement enchaîné au capital et dirigé contre le prolétariat »[56], ce que Bakounine reconnut lorsqu'il écrivit que

de par sa nature même et sous la menace de l'autodestruction, [l'État] doit inexorablement et à tout prix s'efforcer de réaliser ses objectifs, indépendamment de la volonté de ceux qui le dirigent ou même contre leur volonté[57].

Conclusions

Bien que Marx ait eu l'intention de consacrer un volume entier du *Capital* au développement de son analyse de l'État[58], seul le premier volume a été achevé de son vivant, les deux autres[59] étant assemblés par Engels à titre posthume à partir de divers carnets. Nous nous retrouvons donc avec des références éparses au sujet qui révèlent une conception contradictoire et changeante de sa définition, de sa fonction au sein du capitalisme et de son rôle dans le processus de révolution sociale. Dans cet essai, j'ai soutenu que la conception de la révolution du début de Marx était fondamentalement étatiste. Cependant, cette conception a été compliquée par la suite par des déclarations plus radicales, dont beaucoup semblent avoir un caractère plus libertaire, soit en recadrant l'État comme un concept abstrait, soit en préconisant la construction d'un nouveau type d'«État»[60].

Bien que la description de cette forme « transitoire » ait souvent été vague et contradictoire, l'étatisme démocratique de Marx et Engels est resté fondamentalement différent des distorsions que la plupart des « marxistes » du monde entier en sont venus à préconiser[61]. L'étatisme de cette période ultérieure a également été entièrement transcendé par divers courants anti-autoritaires de la

tradition marxiste, qui se sont inspirés des écrits plus « anarchistes » de Marx[62].

Les développements libertaires mis à part, Marx et Engels sont restés hostiles à l'anarchisme toute leur vie et ont organisé l'Internationale de façon hiérarchique pour combattre son influence au sein du mouvement. Marx et Engels alternent entre le rejet des accusations anarchistes d'« autoritarisme » comme étant sans fondement et la déformation de la théorie anarchiste de manière à obscurcir les différences entre les deux mouvements. L'utilité d'une telle approche est évidente, car une représentation exacte de la position anarchiste clarifie la contradiction centrale de la théorie de l'État de Marx, en constante évolution (et finalement non raffinée) : En dernière analyse, soit la position marxiste devient pratiquement identique en substance à l'idéologie même qui est dénoncée, soit la critique anarchiste doit être acceptée comme légitime – et la prise de contrôle de l'appareil gouvernemental doit être jugée sur pièces.

Bibliographie

Bakunin, M. (ed. Lehning, A.) 1973. Mikhail Bakunin: Selected Writings. Jonathan Cape: London

Bakunin, M. 1990. Statism and Anarchy. Cambridge University Press: Cambridge

Bakunin, M., Kropotkin, P., & Marx, K. 2008. Writings on the Paris Commune. Red and Black Publishers: St Petersburg

Draper, H. 1971. 'The Principle of Self-Emancipation in Marx and Engels.' *The Socialist Register*, 1971. 81–109

Draper, H. 1987. *The 'Dictatorship of the Proletariat' from Marx to Lenin*. Monthly Review Press: New York

Eckhardt, W. 2016. *The First Socialist Schism: Bakunin Vs. Marx in the International Workingmen's Association*. PM Press: Oakland

Engels, F. 1939. *Marxist Library: Works of Marxism — Leninism Volume XVIII: Herr Eugen Duhring's Revolution in Science (Anti-Duhring)*. New York International Publishers: New York

Graham, R. 2015. *We Do Not Fear Anarchy, We Invoke It: The First International and the Origins of the Anarchist Movement*. AK Press: Edinburgh, Oakland, Baltimore

Korsch, K. (ed. Kellner, D.) 1974. *Karl Korsch: Revolutionary Theory*. University of Texas Press: Austin

Kropotkin, P. 2018. *Modern Science and Anarchy*. AK Press: Chico, Oakland, Edinburgh, & Baltimore

Leier, M. 2006. *Bakunin: The Creative Passion*. St Martin's Press: New York

Lenin, V.I. 1975. *V.I. Lenin: Selected Works in Three Volumes, Volume 2*. Progress Publishers: Moscow

Marx, K. 1990. 'Introduction by Ernest Mandel,' chapter in *Capital: Volume I*. Penguin Classics: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 3: Karl Marx March 1843-August 1844*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 5: Marx and Engels 1845–47*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 6: Marx and Engels 1845–48*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 11: Marx and Engels 1851–53*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 22: Marx and Engels 1870–71*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 23: Marx and Engels 1871–74*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 24: Marx and Engels 1874–83*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. *Marx and Engels Collected Works, Volume 26: Engels 1882–89*. Lawrence and Wishart: London

Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx and Engels Collected Works, Volume 44: Letters 1870–73. Lawrence and Wishart: London

Marx, K., Engels, F., & Lenin, V.I. (ed. Kolpinsky, N. Y.). 1972. Marx, Engels, Lenin: Anarchism and Anarcho-Syndicalism. Progress Publishers: Moscow

Price, W. 2012. Marx's Economics for Anarchists. Zabalaza Books: Johannesburg

Proudhon, P. J. 1989. General Idea of the Revolution in the Nineteenth Century. Pluto Press: London

Proudhon, P. J. 2019. System of Economic Contradictions: Or, The Philosophy of Misery. Anodos Books: Whithorn

Rousseau, J.J. 2009. Discourse on the Origins of Inequality Among Men. Dodo Press: Gloucester

NOTES

[1] Cité dans Marx, K., Engels, F., & Lenin, V.I. (ed. Kolpinsky, N. Y.). 1972. Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. Progress Publishers : Moscou.

[2] Principalement Mikhaïl Bakounine, qui (bien qu'il ne soit pas le premier anarchiste) est largement considéré comme le premier théoricien de l'anarchisme en tant que tendance et mouvement de masse pleinement développé. Il était le leader intellectuel de l'opposition libertaire à la faction de Marx au sein de l'Association internationale des travailleurs.

[3] En même temps que l'analyse d'Engels, bien moins élaborée. Voir la note 14 pour de plus amples commentaires.

[4] Contributions qui, en particulier lorsqu'elles sont citées de manière sélective, ont été utilisées pour justifier le comportement des courants autoritaires qui se sont développés au sein du mouvement – c'est-à-dire les variations léninistes et post-léninistes. Il est toutefois intéressant de noter que l'ouvrage le plus célèbre de Lénine sur l'État, *L'État et la révolution* (1917), est également son ouvrage le plus libertaire, et reproduit pour l'essentiel le triple usage obscurantiste du terme « État » exploré dans la section III de cet

essai. De même, il profite de la confusion qui en résulte aux mêmes fins.

[5] Dorénavant, on parlera soit de « Première internationale », soit d'« internationale ». Il ne s'agit pas seulement de Marx en tant que théoricien, mais aussi de Marx en tant qu'organisateur. Ses efforts de centralisation au sein de l'Internationale nous permettent de mieux interpréter les ambiguïtés de son travail théorique.

[6] Le mot « libertaire » est utilisé tout au long de cet essai dans sa forme originale. Bien qu'il soit maintenant associé dans certains pays (les États-Unis, évidemment) au capitalisme du « laissez-faire », il s'agit d'une distorsion récente (et intentionnelle). Historiquement, le libertarianisme indique une tendance philosophique générale vers la libre action et la première utilisation politique du terme a été faite par le communiste anarchiste Joseph Dejacque en 1857. À partir de ce moment, il est devenu synonyme du mot anarchiste. Cet usage a été conservé dans une grande partie du monde, bien qu'avec le développement d'un marxisme libertaire, il soit devenu depuis un terme générique pour tous les socialistes anti-étatiques. Les libertaires classiques affirment que l'appropriation de la droite est en fait autoritaire, étant donné qu'elle soutient les relations sociales intrinsèquement hiérarchiques et exploitantes produites par le capitalisme.

[7] En particulier si l'on considère le modèle d'organisation autoritaire poursuivi au sein de l'Internationale.

[8] Les premiers travaux de Marx et Engels font référence à « l'État » et utilisent souvent une rhétorique plus radicale concernant la nécessité de son « abolition ». Cependant, Engels a par la suite rejeté cette idée en la qualifiant de philosophie « infantile ». Voir, Marx, Engels, Lénine : Anarchisme et anarcho-syndicalisme. *Ibid.* p. 48

De même, dans sa « Critique de la doctrine de l'État de Hegel » (1843) – qui contient une critique approfondie du gouvernement bourgeois – Marx semble rejeter clairement toute notion de « représentation », malgré les opinions qu'il exprimera plus tard :

« La séparation de l'État politique de la société civile apparaît comme la séparation des députés de leurs mandants. La société ne délègue que des éléments d'elle-même à son mode

d'être politique... Les délégués de la société civile forment une société qui n'est pas liée à ceux qui les commandent par la forme de « l'instruction », le mandat. Ils sont formellement commissionnés, mais une fois qu'ils sont effectivement commissionnés, ils ne sont plus mandataires. Ils sont censés être des délégués, et ils ne le sont pas ». (Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 3 : Karl Marx March 1843-August 1844. Lawrence & Wishart : Londres. p. 123)

[9] Pour un exemple pré-capitaliste, voir : Rousseau, J.J. 2009. *Discours sur les origines de l'inégalité entre les hommes*. Dodo Press : Gloucester.

[10] Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 5 : Marx and Engels 1845-47. Lawrence & Wishart : Londres. p. 90

Engels semble maintenir cette définition jusqu'à *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884) :

« l'État, d'une part, répartit ses sujets en fonction du territoire... Le second trait distinctif est l'établissement d'une autorité publique qui ne coïncide plus directement avec l'organisation de la population en force armée. Cette autorité publique spéciale est nécessaire parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la division en classes... Cette autorité publique existe dans tous les États ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés mais aussi d'accessoires matériels, de prisons et d'institutions de coercition de toutes sortes... Ayant l'autorité publique et le droit de lever des impôts, les fonctionnaires se trouvent maintenant, en tant qu'organes de la société, au-dessus de la société ». (Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 26 : Engels 1882-89. Lawrence & Wishart : Londres. pp. 269-270)

[11] c'est-à-dire les nouvelles manifestations de l'État.

[12] c'est-à-dire l'État lui-même.

[13] Toutes les citations, *Ibid.* p. 380

[14] Après la mort de Marx, Engels (puis, après lui, Karl Kautsky) a continué à éditer et à publier son travail, s'assurant que le matériel accessible, attribuable à l'un des théoriciens et révolutionnaires les plus admirés du mouvement, reflète leur propre critique de

l'économie politique et leur vision d'un projet socialiste. Le résultat deviendra l'interprétation standard de Marx, bien qu'il cède bientôt la place à ses propres contradictions internes.

Il faut cependant dire que cela n'implique pas nécessairement une division fondamentale entre Marx et Engels (même si une lecture attentive indique des différences notables entre les deux penseurs, Engels exagérant souvent les éléments les plus faibles de l'œuvre de Marx). Il est intéressant de citer l'écrivain anarchiste Wayne Price sur cette question :

« Il y a ceux, en particulier parmi les marxistes libertaires, qui critiquent Engels comme le premier des « marxistes post-marxistes » qui a mené le mouvement marxiste dans la mauvaise direction. Plutôt que de critiquer Marx pour des choses qu'ils n'aiment pas dans le mouvement marxiste historique, ils accusent Engels. Ils prétendent comprendre Marx mieux que ne l'a fait son partenaire politique de longue date et ami le plus cher ! Si cela est vrai, cela devrait soulever des questions sur Marx ; comment se fait-il qu'il n'ait pas pu expliquer ses idées même à Engels ?.. [Par exemple,] Marx est connu pour avoir lu *L'Anti-Duhring* et en avoir discuté avec Engels avant sa publication. Marx y a contribué par un chapitre, ce qu'il n'aurait guère fait s'il n'était pas d'accord avec la majeure partie du texte ». (Price, W. 2012. *L'économie de Marx pour les anarchistes*. Zabalaza Books : Johannesburg. pp. 50-51)

[15] Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* p. 172

[16] *Ibid.*

[17] Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 6 : Marx and Engels 1845-48. Lawrence & Wishart : Londres. pp. 497-506

[18] Une utilisation courante du terme au XIX^e siècle (Marx et Engels font référence à cette définition dans *L'idéologie allemande*). Dans les premières années du mouvement, les anarchistes faisaient parfois référence à un « État anarchiste » dans ce sens précis. Cependant, ce terme a été rapidement abandonné en raison de son caractère peu pratique et de la confusion causée par ses multiples interprétations. Le principal théoricien communiste anarchiste, Peter

Kropotkin, notait encore en 1896 qu'« il existe, comme on le sait, l'école allemande [associée à Marx et au socialisme d'État en général] qui aime à confondre l'État et la société ». (Kropotkine, P. 2018. *La Science moderne et anarchie*. AK Press : Chico, Oakland, Edinburgh, & Baltimore. p. 234)

[19] Marx & Engels Collected Works, Volume 6. *Ibid.* p. 504

[20] Une référence à la défense par Marx de l'État révolutionnaire contre les critiques anarchistes, où il a déclaré que

« Si la lutte politique de la classe ouvrière prend des formes violentes, si les travailleurs substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la classe bourgeoise... pour satisfaire leurs propres besoins quotidiens de base et écraser la résistance de la bourgeoisie, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'État, ils lui donnent une forme révolutionnaire et transitoire. » (Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et Anarcho-Syndicalisme*. *Ibid.* p. 95)

Voir les notes 42 et 51 pour plus d'informations sur l'affirmation marxiste selon laquelle l'abolition de l'État implique de « déposer les armes ».

[21] Marx et Engels, Recueil d'œuvres, volume 6. *Ibid.* p. 505

[22] Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 11 : Marx and Engels 1851-53. Lawrence & Wishart : Londres. p. 186

[23] Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 23 : Marx and Engels 1871-74. Lawrence & Wishart : Londres. pp. 174-175

[24] Engels se réfère spécifiquement à la section II pour décrire son point de vue et celui de Marx (récemment décédé). Voir, Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* p. 172

[25] *Ibid.* p. 175. Pour l'usage original, voir Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 22 : Marx and Engels 1870-71. Lawrence & Wishart : Londres. p. 328

Les projets non publiés vont plus loin. Le deuxième projet, par exemple, fait référence à l'État comme

« Cette énorme machine gouvernementale, entoilant comme un boa constricteur le véritable corps social dans les mailles omniprésentes d'une armée permanente, d'une bureaucratie

hiérarchique, d'une police obéissante, d'un clergé et d'une magistrature servile. » (*Ibid.* p. 533)

De plus, il le prétend,

« le prolétariat ne peut pas, comme l'ont fait les classes dominantes et leurs différentes factions rivales dans les heures successives de leur triomphe, simplement s'emparer de l'organisme d'État existant et manier cet organisme tout prêt pour son propre usage... L'instrument politique de leur asservissement ne peut servir d'instrument politique de leur émancipation ». (*Ibid.*)

Cela fait écho à la critique de Bakounine sur Marx lui-même (et sur le socialisme d'État en général), comme on le voit dans *Étatisme et anarchie* :

« On dit que ce joug étatique, cette dictature, est un dispositif transitoire nécessaire pour parvenir à la libération totale du peuple : l'anarchie, ou la liberté, est le but, et l'État, ou la dictature, les moyens. Ainsi, pour que les masses soient libérées, elles doivent d'abord être asservies ». (Bakounine, M. 1990. *Étatisme et anarchie*. Cambridge University Press : Cambridge. p. 179)

[26] Des appels qui se poursuivront néanmoins jusqu'à la fin de sa vie. Après l'expulsion de Bakounine de l'Internationale en 1872, Marx prononça un bref discours sur la nécessité d'un tel pouvoir politique et les dangers de l'abstentionnisme anarchiste :

« Un groupe s'était formé en notre sein, prônant l'abstentionnisme des travailleurs de la politique... Le travailleur devra un jour gagner la suprématie politique afin d'organiser le travail selon de nouvelles lignes ; il devra vaincre la vieille politique qui soutient les vieilles institutions, sous peine... de ne jamais voir leur royaume sur terre... nous ne nions pas qu'il y a des pays [comme l'Amérique, l'Angleterre et peut-être la Hollande] où les travailleurs peuvent atteindre leur but par des moyens pacifiques... nous devons aussi reconnaître que dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui devra être le levier de nos révolutions... » (Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et Anarcho-Syndicalisme*. *Ibid.* pp. 84-85)

Pour un exemple de l'argument de Marx contre ce qu'il percevait comme « l'indifférence à la politique » (un argument que l'on

pourrait avancer contre le gradualisme et l'ambivalence de Proudhon face à la confrontation – mais dont on ne peut guère dire qu'il s'applique au mouvement anarchiste qui a suivi), voir l'article de ce nom (1873) dans Marx, Engels, Lenin : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* pp. 94-99.

Étant donné le soutien évident de Bakounine à l'action directe révolutionnaire, on ne peut qu'en conclure que Marx considère la contestation du pouvoir électoral et de l'habileté politique comme la seule définition significative de la « lutte politique » – un fait important compte tenu de sa campagne visant à établir le « pouvoir politique » comme la fin à laquelle tous les efforts internationaux devaient être « subordonnés ». Pour plus de détails sur ces arguments, voir Graham, R. 2015. *We do not fear Anarchy, We Invoke It. The First International and the Origins of the Anarchist Movement* [Nous ne craignons pas l'anarchie, nous l'invoquons : La première Internationale et les origines du mouvement anarchiste]. AK Press : Edinburgh, Oakland, Baltimore. pp.126-127

[27] Voir la note 16.

[28] Pierre-Joseph Proudhon a préconisé l'utilisation du « mandat impératif... et de la révocabilité permanente » (c'est-à-dire l'utilisation de délégués liés plutôt que de représentants élus) comme alternative libertaire à la centralisation étatiste bien avant que Marx n'indique publiquement qu'il la soutenait. En fait, comme le note l'historien Robert Graham,

« L'utilisation de délégués révocables avec des mandats impératifs a été défendue par les partisans de Proudhon et d'autres anti-autoritaires dans l'Internationale [tandis que] Marx et ses alliés ont favorisé l'utilisation de représentants qui étaient libres de soutenir des positions politiques contraires aux vues des personnes qu'ils prétendaient représenter ». (*Nous ne craignons pas l'anarchie, nous l'invoquons*. *Ibid.* pp. 35-36)

Ceci est représentatif de la lutte plus large qui déchirait l'Internationale. Les anarchistes croyaient (conformément aux idées théoriques de Bakounine) que les moyens de lutte devaient préfigurer les fins recherchées, de peur que les relations sociales de l'État (et, par conséquent, l'instrument qui maintient la société de classes) ne soient reproduites et remplacées par ceux qui cherchent

à les abolir. Pour plus de détails à ce sujet – et sur l'alternative marxiste de centraliser le pouvoir au Conseil général – voir, *Nous ne craignons pas l'anarchie, nous l'invoquons*. *Ibid.* pp. 145-146, 168-194

Engels fournit le rejet le plus explicite de cette politique préfigurative dans une réponse à Bakounine en 1872 dans *Der Volksstaat* :

« Nous, les Allemands, avons acquis une mauvaise réputation pour notre mysticisme, mais nous n'avons jamais été aussi loin dans ce mysticisme. L'Internationale doit être le prototype d'une société future dans laquelle il n'y aura pas d'exécutions à la Versailles, pas de cours martiales, pas d'armées permanentes, pas d'inspection de la correspondance privée et pas de tribunal pénal de Brunswick ! A l'heure où nous devons nous défendre avec tous les moyens à notre disposition, on dit au prolétariat de s'organiser non pas en fonction des exigences de la lutte... mais selon les notions vagues d'une société future entretenues par certains rêveurs ». (Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et Anarcho-Syndicalisme*. *Ibid.* pp. 62-63)

Lui et Marx ont également ridiculisé l'idée que ceux qui combattent pour la révolution soient capables de s'auto-gouverner :

« ... d'étranges barricades, ces barricades des [anarchistes], où au lieu de se battre, ils passent leur temps à écrire des mandats... » (*Ibid.* p. 110)

[29] Comme le note Graham, les communards les plus radicaux ont cherché à en faire la base d'une auto-organisation révolutionnaire et ont constitué une tendance « mutualiste et proto-syndicaliste », influencée par (ou suivant explicitement) l'œuvre de Proudhon. (*Nous ne craignons pas l'anarchie, nous l'invoquons*. *Ibid.* p. 153)

[30] Marx & Engels *Collected Works*, Volume 22. *Ibid.* pp. 331–332

[31] En particulier ses aspirations les plus radicales, dont Bakounine a ridiculisé les louanges :

« [L'effet général de la Commune] a été si frappant que les marxistes eux-mêmes, qui ont vu toutes leurs idées bouleversées par le soulèvement, se sont vus contraints de lui tirer leur chapeau. Ils sont allés plus loin encore, et ont

proclamé que son programme et son but étaient les leurs, face à la logique la plus simple et à leurs propres sentiments réels. C'était un changement de costume vraiment grotesque, mais ils étaient obligés de le faire, de peur d'être dépassés et laissés derrière dans la vague de sentiments que la montée a produite à travers le monde ». (Bakounine, M. (éd. Lehning, A.) 1973. Mikhaïl Bakounine : Écrits choisis. Jonathan Cape : Londres. p. 261)

Le marxiste allemand Karl Korsch sera plus tard d'accord avec cette évaluation, déclarant dans *Die Aktion* (1929) :

« En fait, si l'on analyse plus précisément le programme politique et les objectifs à atteindre tels que proposés par les deux fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, non seulement dans la période précédant l'insurrection de la Commune de Paris, mais aussi après, on ne peut pas affirmer que la forme de dictature prolétarienne réalisée par la Commune de Paris de 1871 serait, dans un sens particulier, à l'unisson de ces théories politiques. En effet, le grand opposant de Marx dans la Première Internationale, Mikhaïl Bakounine, avait sur ce point la vérité historique de son côté lorsqu'il a commenté avec sarcasme le fait que Marx ait annexé rétrospectivement la Commune de Paris... Les idées révolutionnaires des communardes de Paris de 1871 sont en partie dérivées du programme fédéraliste de Bakounine et de Proudhon, en partie du cercle d'idées des Jacobins révolutionnaires survivant dans le Blanquisme, et seulement dans une très faible mesure dans le Marxisme ». (Korsch, K. (ed. Kellner, D.) 1974. *Karl Korsch : Théorie révolutionnaire*. University of Texas Press : Austin. p. 207)

[32] Les travaux anti-réformistes tels que la *Critique du programme Gotha* (1875) et l'analyse de Marx* sur le potentiel révolutionnaire de la paysannerie russe (qui, même dans sa version la plus conservatrice, contrastait fortement avec une orthodoxie économiquement déterministe) ont été initialement rédigés sous forme de lettres privées, puis supprimés par leurs destinataires ou par les « autorités » dirigeantes du mouvement.

Le projet final plutôt court de la Lettre à Vera Zasulich (1881) a été utilisé par les marxistes libertaires pour suggérer une rupture avec l'insistance antérieure sur le développement des forces productives

(et idéalement la formation d'un État libéral-démocratique) comme condition préalable nécessaire à la révolution (c'est-à-dire qu'une société doit d'abord passer par le développement capitaliste pour atteindre le socialisme – une justification majeure des politiques d'industrialisation bolcheviques et du traitement brutal de la paysannerie, entre autres positions marxistes réactionnaires). Cependant, des projets antérieurs suggèrent que Marx – du moins au début – pensait que cela était possible en Russie uniquement en raison du niveau de développement international. En tant que telle, seule une révolution mondiale pourrait épargner à la Russie le sort d'une phase capitaliste. Pour plus de détails, voir : Marx, K. & Engels, F. 2010. Marx & Engels Collected Works, Volume 24 : Marx and Engels 1874-83. Lawrence & Wishart : Londres. pp. 346–371

[33] Par exemple, Marx a écrit à son ami Louis Kugelmann le 12 avril (avant la défaite de la Commune) que le « Comité central de la Garde nationale a abandonné son pouvoir trop tôt, pour faire place à la Commune »[33]. (Marx, K. & Engels, F. 2010. Ouvrages collectifs de Marx et Engels, volume 44 : Lettres 1870-73. Lawrence & Wishart : Londres. p. 132)

De même, dans une lettre à Carlo Terzaghi (rédigée le 6 janvier 1872), Engels argumente :

« S'il y avait eu un peu plus d'autorité et de centralisation dans la Commune de Paris, elle aurait triomphé des bourgeois. Après la victoire, nous pouvons nous organiser comme nous le voulons, mais pour la lutte, il me semble nécessaire de rassembler toutes nos forces en une seule bande et de les diriger sur le même point d'attaque. Et quand on me dit que cela ne peut pas se faire sans autorité et sans centralisation, et que ce sont deux choses qu'il faut condamner d'emblée, il me semble que ceux qui parlent ainsi soit ne savent pas ce qu'est une révolution, soit ne sont révolutionnaires que de nom.. : (*Ibid.* p. 293)

[34] Qui se consoliderait progressivement entre les mains des factions les plus autoritaires, sous le nom de Comité de la sécurité publique – bien nommé. Contrairement à la position de Marx lui-même (que ce soit dans *La Guerre civile* ou dans la note 33), des anarchistes comme Bakounine et Kropotkine ont critiqué

l'administration communale parce qu'elle ne constituait pas une rupture totale avec la forme étatique. Pour plus de détails, voir : Bakounine, M., Kropotkine, P., & Marx, K. 2008. *Écrits sur la Commune de Paris*. Éditions Rouge et Noire : Saint-Pétersbourg.

[35] *Nous ne craignons pas l'anarchie, nous l'invoquons*. *Ibid.* pp. 153-154

[36] Ces mots rappellent l'insistance libertaire de Marx qui disait que la libération du prolétariat serait un acte d'auto-émancipation, réalisé par « les travailleurs eux-mêmes ». Cette idée a été formulée pour la première fois par Marx dans les Règles générales de l'Internationale (1864), puis adaptée dans la *Critique du programme de Gotha* (1875), et reprise par Engels dans les préfaces du *Manifeste communiste* de 1888 et 1890. Pour plus de détails, voir Draper, H. 1971. « The Principle of Self-Emancipation in Marx and Engels. » [Le principe d'auto-émancipation chez Marx et Engels]. *The Socialist Register*, 1971. 81–109

[37] Comme le note Marx lui-même. Marx & Engels Collected Works, Volume 22. *Ibid.* p. 339

[38] *Ibid.* p. 332

[39] L'utilisation la plus tristement célèbre de cet argument – qui reproduit essentiellement l'analyse marxiste de l'État – se trouve dans *On Authority* (1872) d'Engels, où l'autorité est à la fois assimilée à la force (que les anarchistes soutiennent, la considérant comme un acte de libération des relations sociales autoritaires) et justifiée au sein des institutions politiques – et même économiques – (auxquelles les anarchistes s'opposent). En opposant les deux, nous trouvons à nouveau l'accusation selon laquelle les anarchistes sont soit indifférenciables des socialistes d'État, soit croient que la révolution sociale peut être accomplie sans s'affronter au le capital ou à l'État. Pour un bref résumé des définitions contradictoires de l'« autorité », voir Eckhardt, W. 2016. *The First Socialist Schism: Bakunin Vs. Marx in the International Workingmen's Association* [Le premier schisme socialiste : Bakounine contre Marx dans l'Association internationale des travailleurs]. PM Press : Oakland. pp. 142-145

[40] Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* pp. 110-111. Souligné dans l'original.

[41] *Ibid.* p. 111. Ces extraits sont tirés de l'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs : Report and Documents Published by Decision of the Hague Congress of the International (1873), un pamphlet de faction écrit en collaboration avec le beau-fils de Marx, Paul Lafargue. J'ai inclus ici les passages les plus pertinents, car une grande partie de la critique porte à tort sur des œuvres faussement attribuées à Bakounine. Pour plus de détails concernant leur paternité, voir : Leier, M. 2006. *Bakunin: The Creative Passion* [Bakounine : La passion créative]. St Martin's Press : New York. pp. 206-210

[42] Cela est également vrai pour *l'État et la révolution* de Lénine, où, faisant écho à la critique des anarchistes par Marx, il demande

« Après avoir renversé le joug des capitalistes, les ouvriers doivent-ils “déposer les armes” ou les utiliser contre les capitalistes pour écraser leur résistance ? Mais qu'est-ce que l'utilisation systématique des armes par une classe contre une autre si ce n'est une “forme transitoire” d'État ? » (Lénine, V.I. 1975. V.I. Lénine : Œuvres choisies en trois volumes, Volume 2. Progress Publishers : Moscou. p. 281)

La réponse des anarchistes serait que cela ne constitue pas une « forme d'État transitoire ». Il s'agit plutôt d'un usage libertaire de la force et non d'un appareil spécifique et aliéné qui existe pour gérer les antagonismes de la société de classe. Étant donné la trajectoire de la révolution russe et les références au sein de *l'État et de la révolution* au besoin « transitoire » d'« institutions représentatives », de « subordination » et de « bureaucratie », les anarchistes ne peuvent pas simplement rejeter cette question comme étant une question sémantique. De plus, il faut se rappeler que « l'avant-garde prolétarienne » aurait nécessairement – comme Bakounine l'a correctement noté – constitué une minorité dans une grande partie du monde, même à l'époque de la révolution russe (et certainement en Russie même).

[43] *Étatisme et anarchie. Ibid.* pp. 177-178

Cela suit l'analyse présentée par Proudhon qui, dans son ouvrage *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* » (1851), déclare

« Le gouvernement implique comme corrélatif quelqu'un à gouverner... si tout le peuple, revendiquant la souveraineté, assume le gouvernement, on cherche en vain où seront les

gouvernés... où seront les producteurs... ? Nous devons arriver à la dernière hypothèse, celle où le Peuple entre dans le Gouvernement dans la masse, et exerce toutes les branches du Pouvoir ; dans laquelle il est toujours unanime, et n'a au-dessus de lui ni président, ni représentants, ni députés, ni pays de droit, ni majorité... si le Peuple, ainsi organisé pour le Pouvoir, n'a rien au-dessus de lui, qu'a-t-il en dessous, je le demande ?... où sont les ouvriers ? Allez-vous répondre que le Peuple est tout à la fois, qu'il produit et légifère en même temps, que le Travail et le Gouvernement sont unis en lui ? C'est impossible... la raison d'être du gouvernement est la divergence des intérêts... Quand la masse du Peuple devient l'Etat, l'Etat n'a plus de raison d'être, puisqu'il n'y a plus de Peuple, l'équation gouvernementale se réduit à zéro». (Proudhon, P. J. 1989. *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle*. Pluto Press : Londres. pp. 158-161

[44] Marx, Engels, Lénine : Anarchisme et anarcho-syndicalisme. Ibid. p. 148

[45] *Ibid.* p. 147

[46] *Ibid.* p. 149

[47] « Withers away » (dépérit) est l'une des deux traductions populaires du célèbre texte d'Engels, *Anti-Duhring* (1878) (l'autre étant « dies out » [s'éteint]). Le texte intégral (ici, la version « Withers away ») mérite d'être cité en long et en large, car il résume un grand nombre des contradictions et des déformations explorées dans cet essai :

« Le premier acte dans lequel l'État se présente réellement comme le représentant de la société dans son ensemble – la prise de possession des moyens de production au nom de la société – est en même temps son dernier acte indépendant en tant qu'État. L'ingérence du pouvoir de l'État dans les relations sociales devient superflue dans une sphère après l'autre, puis cesse d'exister. Le gouvernement des personnes est remplacé par l'administration des choses et la direction du processus de production. L'État n'est pas “aboli”, il dépérit. C'est dans cette perspective qu'il faut apprécier l'expression “État populaire libre” – tant sa justification parfois à des fins d'agitation que son ultime insuffisance scientifique – ainsi que la demande des soi-disant anarchistes d'abolir l'État du

jour au lendemain ». (Engels, F. 1939. Bibliothèque marxiste : Travaux du marxisme – Léninisme Volume XVIII : Révolution dans la science de Herr Eugen Duhring (Anti-Duhring). New York International Publishers : New York. p. 315)

[48] Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* p. 150

[49] *Ibid.* p. 149

[50] Marx ne définit pas clairement ce à quoi il se réfère ici, cependant, des références similaires tout au long de son travail (et la transformation du Conseil général de l'Internationale en un organe élu – bien que centralisé) indiquent un point de différence majeur avec la conception de Bakounine d'une organisation antibureaucratique, élue ou non. Voir la note 28.

[51] Ou, comme Engels et lui l'ont répété à plusieurs reprises, les anarchistes « ne savent pas de quoi ils parlent » ou alors ils savent et demandent explicitement aux travailleurs de « déposer les armes » plutôt que de se battre. – Œuvres complètes de Marx et Engels, volume 23. *Ibid.* p. 425.

[52] Marx « corrige » l'affirmation de Bakounine selon laquelle les marxistes ont compris qu'un gouvernement révolutionnaire consistait à « gouverner le peuple au moyen d'un petit nombre de représentants élus par le peuple » en affirmant que c'était là le point de vue de Bakounine et non le sien. Il explique ensuite que « la nature des élections » changerait avec la transformation de leur « base économique ». En conséquence, il affirme que dans de telles circonstances, « 1) les fonctions gouvernementales n'existent plus ; 2) la répartition des fonctions générales devient une affaire de routine et n'entraîne aucune domination ; 3) les élections perdent complètement leur caractère politique actuel ». – Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme*. *Ibid.* p. 150

[53] En anticipant Weber, l'État était clairement compris comme un ensemble concret et territorial d'institutions revendiquant le seul droit légitime d'exercer la coercition[53]. En parlant du « système gouvernemental » de l'État, Proudhon fait référence à l'investissement de l'autorité dans la « centralisation administrative » et à l'exercice de cette autorité via « la hiérarchie

judiciaire [et] la police ». Pour les « pays dans lesquels le principe démocratique est devenu prédominant », on pourrait également s'attendre à un système constitutionnel de pouvoirs partagés – peuplé de représentants élus chargés de promulguer les lois (généralement à la majorité) – et à une bureaucratie supervisant la collecte des impôts. – *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle. Ibid.* p 242

Kropotkine résume ainsi l'analyse dans « L'État : Son rôle historique » (1896), repris ensuite dans « Science moderne et anarchie » (1914) :

« [L'État] comprend non seulement l'existence d'un pouvoir placé au-dessus de la société, mais aussi d'une concentration territoriale et d'une concentration de nombreuses fonctions dans la vie des sociétés dans les mains de quelques-uns. Il implique de nouvelles relations qui n'existaient pas avant la formation de l'État. Tout un mécanisme de législation et de maintien de l'ordre est mis en place pour soumettre certaines classes à la domination d'autres classes ». (*La Science moderne et l'anarchie. Ibid.* p. 234)

[54] « Ce n'est donc pas l'État bonapartiste, l'État prussien ou russe qu'il faut renverser, mais un État abstrait, l'État en tant que tel, un État qui n'existe nulle part. (Marx, Engels, Lénine : *Anarchisme et anarcho-syndicalisme. Ibid.* p. 108)

[55] *Ibid.* p. 151

[56] Proudhon, P. J. 2019. *Système de contradictions économiques : Ou, La philosophie de la misère*. Anodos Books : Whithorn. p. 189

[57] *Étatisme et anarchie. Ibid.* p. 150.

[58] Les notes de Marx indiquent qu'un volume non écrit du *Capital* était destiné à être entièrement consacré à une analyse de l'État. Cité dans Marx, K. 1990. « Introduction par Ernest Mandel », dans *Capital* : Volume I. Penguin Classics : Londres. p. 28

[59] Trois d'entre elles comprennent les Théories de la plus-value, éditées par Karl Kautsky.

[60] Ou, comme le disent parfois Marx et Engels, « un État qui n'est pas un État » au sens classique du terme.

[61] Par exemple, sur la question de la dictature et l'utilisation par Marx du terme « dictature du prolétariat », voir Draper, H. 1987. *La « Dictature du prolétariat » de Marx à Lénine*. Revue mensuelle de

la presse : New York. Draper démontre de manière convaincante que le terme est utilisé de manière similaire à la deuxième définition de « l'État » de Marx (c'est-à-dire comme référence à l'utilisation de la force révolutionnaire).

[62] Le marxisme libertaire ou « de gauche » englobe le communisme des conseils, l'autonomisme, les soi-disant « ultra-gauchistes », une grande partie du situationnisme, des éléments de la théorie critique et diverses autres tendances de la pensée.

(Trad. R.B.)